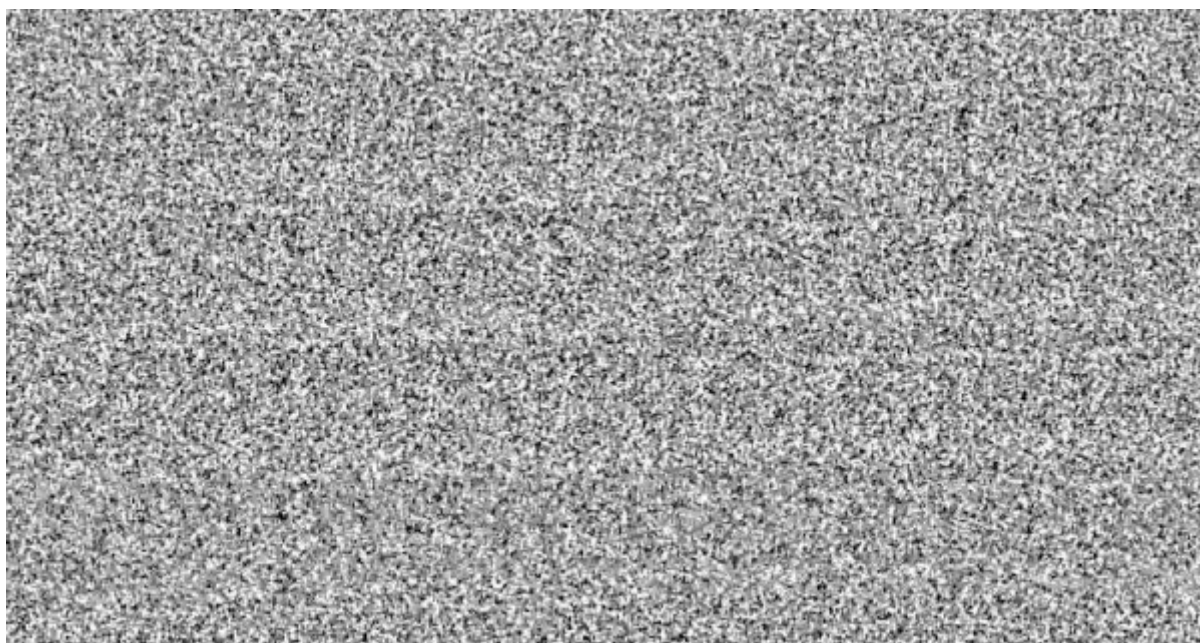


# Liberté de la presse dans les Balkans : le grand bond en arrière

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondant à Belgrade | vendredi 5 mai 2017

**Le Parlement européen vient de publier un rapport alarmant sur la liberté de la presse dans les Balkans occidentaux. Les pays candidats à l'intégration ont bien mis en conformité leur législation, mais sans se soucier de la respecter.**

Par Ph. B.



*D.R.*

*(Avec B92 et N1)* - Pressions politiques, intimidation des journalistes, auto-censure. Voilà quelques-uns des principaux problèmes auxquels sont confrontés les médias dans les Balkans occidentaux, selon le dernier rapport sur la liberté de la presse dans la région publié le 3 mai par le Parlement européen.

Les eurodéputés incitent les pays candidats à l'adhésion à créer un environnement médiatique sûr, rappelant que la liberté de la presse est au cœur des valeurs européennes et la clé de voûte de la démocratie. Mais de gros progrès restent encore à faire, estime l'Union européenne, qui observe de près le paysage médiatique des pays candidats via les rapports annuels de la Commission, ainsi que grâce aux acquis du chapitre 10 sur l'information et les médias et du chapitre 23 sur la justice et les droits fondamentaux.

Selon le rapport du Parlement européen, la législation des candidats sur les médias est conforme aux normes européennes, mais son absence de mise en œuvre ne facilite pas la création d'un environnement propice à l'épanouissement de la liberté de la presse. Le manque de transparence sur le financement des médias reste encore problématique, notamment en Serbie, en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine.

En Serbie, le médiateur de la République, Miloš Janković, a dénoncé les liens trop étroits entre la plupart des médias et les institutions, mais aussi les attaques récurrentes contre les journalistes. L'Association

des journalistes indépendants de Serbie a ainsi enregistré pas moins de 69 attaques contre les journalistes en 2016, et près de 30 rien qu'au cours des quatre premiers mois 2017, dont deux agressions physiques et huit menaces verbales.

En Serbie toujours, selon la chaîne câblée *N1*, sous prétexte d'harmonisation avec la législation européenne, le ministère de la Culture et de l'Information s'apprêterait à proposer de nouvelles lois sur les médias qui auraient pour résultat de rendre impossible la survie de cette chaîne dans le pays.



*Cet article est produit en partenariat avec l'[Osservatorio Balcani e Caucaso](#) pour le [Centre européen pour la liberté de la presse et des médias \(ECPMF\)](#), cofondé par la Commission européenne. Le contenu de cette publication est l'unique responsabilité du *Courrier des Balkans* et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.*